

Unité protection animale et environnement  
4, Avenue Rose Poirier  
BP 61029  
88050 EPINAL CEDEX 09

EPINAL CEDEX 09, le 12/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SPA DEODATIENNE**

les Moitresses  
88100 ST DIE DES VOSGES

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0058800500

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement SPA DEODATIENNE implanté les Moitresses 88100 ST DIE DES VOSGES. L'inspection a été annoncée le 12/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPA DEODATIENNE
- les Moitresses 88100 ST DIE DES VOSGES
- Code AIOT : 0058800500
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le refuge de Saint Dié est un site relativement vétuste en gestion indépendante sur le volet financier. Des travaux ont déjà été fait. Des difficultés sont rencontrées suite au départ de l'ancienne présidence, des documents administratifs ont disparus et la nouvelle présidente souhaite tout mettre en oeuvre pour améliorer la situation. Le refuge est autorisé pour 120 chiens (115 en refuge et 5 en fourrière) en présence simultanée.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- à compléter

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Taille	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 3	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	10 mois
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
7	Accessibilité incendie et secours	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
9	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
10	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
12	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
15	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 15/10/2010, article R512-46-23-II	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention de la fuite des chiens	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5	/	Sans objet
4	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6	/	Sans objet
5	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7	/	Sans objet
6	Accessibilité incendie et secours	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Aménagement des locaux-Imperméabilité -Etanchéité	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11	/	Sans objet
11	Collecte, stockage et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16	/	Sans objet
13	Rejet direct d'effluents	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 19	/	Sans objet
14	Bruit	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'essentiel des non conformités porte sur de la gestion documentaire et de la gestion des effluents. Etant donné qu'il s'agit d'une volonté réelle de la nouvelle présidence de remettre de l'ordre dans le dossier ICPE, un échéancier de travaux et de mise à jour sera mis en place.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Taille

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Effectif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement Nombre de chiens de plus de 4 mois
<b>Constats :</b> Aucun document n'a été présenté le jour de la visite, 33 animaux ont été comptabilisé sur le refuge et 1 en fourrière. Le site est autorisé pour un effectif total de 120 chiens en présence simultanée.  Suite à des difficultés avec l'ancienne présidence, l'ensemble des documents administratifs ont disparus. Une procédure est en cours afin de tout rétablir conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 10mois

## N° 2 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage ou de détention sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.
<b>Constats :</b> Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage ou de détention sont implantés sur des terrains recouvert de dalles; les écoulements ne sont pas collectés ou canalisés. Cependant, lors de la visite, aucune stagnation d'eau n'a été constaté. Les eaux s'écoulent directement dans la nature. Aucune précautions n'est prise pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.  Le site est relativement vétuste et fait l'objet de travaux en vue d'améliorer les box de détention, l'infirmerie et l'ensemble du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 10mois

## N° 3 : Prévention de la fuite des chiens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter les intrusions et la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons, etc.). Les enclos ainsi que toutes les parties où les chiens sont susceptibles d'être présents sont entourés d'une clôture ou de parois empêchant la fuite des animaux. La hauteur de garde de la clôture ou des parois n'est pas inférieure à 2 m, en particulier en cas de présence de neige ; cette hauteur minimum est de 1,8 m si l'installation n'accueille que des chiens dont le poids adulte ne dépasse pas 4 kilogrammes.
<b>Constats :</b> L'ensemble des box, parcs et lieux de détention est clôturé sur une hauteur suffisante permettant d'éviter la fuite des chiens. Le grillage est enterré sur environ 50cm pour une hauteur d'environ 2m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, produits dangereux de désinfection et de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement, le fioul et plus généralement les substances et mélanges dangereux pour l'environnement ou la santé sont stockés dans un local réservé à cet effet ou dans une armoire étanche fermée à clef, et dans des conditions propres à éviter tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Des dispositions sont prises pour qu'en cas d'accident il ne puisse pas y avoir déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Aucun produit dangereux n'a été identifié sur site. Cependant et au vu du projet d'amélioration du refuge, il sera nécessaire de prévoir le stockage des produits détergents/désinfectants sur des bacs de rétention afin d'empêcher les fuites vers le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Entretien des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un plan de lutte contre les animaux nuisibles. Il lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire. Un registre des traitements effectués est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le plan de lutte contre les nuisibles est sous-traité par la société SAS RENOV MENUISERIE à raison de 2 passages par mois. Le registre de suivi doit être à disposition de l'inspection lors de la prochaine visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Accessibilité incendie et secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité-incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique (au moins une fois par an) et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La vérification des ,extincteurs a bien été réalisé en début d'année. Aucun rapport n'a été présenté le jour de la visite, il convient donc de les conserver à disposition pour la prochaine visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Accessibilité incendie et secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Installations électriques et chauffage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Des appareils de chauffage par lampes chauffantes infrarouges peuvent être utilisés sous réserve qu'ils soient placés à plus de 8 m de toute matière combustible, sauf à ce qu'un mur REI 120 soit situé entre ces appareils de chauffage et les matières combustibles, et de manière à prévenir tout danger d'incendie.
<b>Constats :</b> Aucun contrôle périodique n'a été réalisé en terme de sécurité électrique du site. L'ensemble des installations électriques doit faire l'objet de visite périodique, y compris les équipements de mise à la terre. Le refuge n'utilise pas de chauffage par lampes chauffantes infrarouges.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 10mois

## N° 8 : Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I-Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
<b>Constats :</b> Aucun liquide susceptible de créer une pollution n'est utilisé sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Collecte, stockage et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Aucun dispositif de collecte des eaux de pluies n'est en place, les effluents liquides ne sont pas canalisés, l'ensemble des écoulements est en rejet direct dans la nature. Seul le nouveau bâtiment "infirmerie" est raccordé à une fosse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 10mois

## N° 10 : Collecte, stockage et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Aucun ouvrage de stockage d'effluents n'est en place, ceux-ci sont envisagés par la suite lors des travaux d'amélioration du refuge.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 10mois



**N° 11 : Collecte, stockage et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace.
<b>Constats :</b> Ces ouvrages sont pour l'heure inexistant. Ce point n'est pas évaluable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Collecte, stockage et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit. Les points de rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel sont aménagés pour permettre l'installation de système de prélèvement d'échantillons et de mesure du débit.
<b>Constats :</b> En référence aux autres points aux articles 4, 15 et 16 précédemment évalués, la gestion des effluents doit être mise en place dans des phases prochaines de travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 10mois

**N° 13 : Rejet direct d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs d'eaux résiduaires dans le milieu naturel. Le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.
<b>Constats :</b> Les eaux résiduaires n'étant pas collectées, ce point n'est pas évaluable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 27
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies ci-dessous :- pour la période allant de 22 heures à 7 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A) ;- pour la période allant de 7 heures à 22 heures :Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T Émergence maximale admissible <math>T &lt; 20</math> minutes 10 dB (A) <math>20 \text{ minutes} \leq T &lt; 45</math> minutes 9 dB (A) <math>45 \text{ minutes} \leq T &lt; 2</math> heures 7 dB (A) <math>2 \text{ heures} \leq T &lt; 4</math> heures 6 dB (A) <math>T \geq 4</math> heures 5 dB (A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est situé en retrait suffisant de toutes habitations. Lors de notre visite le bruit de fond ne dépassait pas les seuils autorisés. Les animaux étaient suffisamment calme, seuls quelques aboiements lors de notre passage dans les coursives.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Notification de changement notable**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/10/2010, article R512-46-23-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.  S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.  Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.  S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.
<b>Constats :</b> Aucune demande de modification n'a été transmise à l'inspection malgré des travaux engagés sur site. Tout changement doit être remonté à l'inspection via un dossier de porté à connaissance à minima.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 10mois